



# APPEL DU Comité Fédéral National

Depuis l'application du Pacte budgétaire européen, l'ensemble des peuples d'Europe subit de plein fouet les effets de l'austérité. Les citoyens grecs ont refusé cette austérité qui s'est traduite notamment par un recul de leur espérance de vie et une réduction brutale de leurs salaires, de leurs pensions et de leurs indemnités.

La Fédération Nationale des Personnels des Organismes Sociaux CGT appelle les syndicats et les salariés à combattre ces politiques antisociales. En France, l'espérance de vie en bonne santé décroît. Les salaires dans tous nos secteurs stagnent depuis plusieurs années. Les pensions sont en baisse, les suppressions de postes et les licenciements économiques dans l'ensemble de la Protection sociale et de la Santé s'accroissent.

La mobilisation pour le retrait du Pacte de responsabilité, initiée par la CGT le 9 avril 2015, a exprimé par la grève et les manifestations sur tout le territoire – et en particulier à Paris – un net refus de ces politiques qui sont transposées dans les différentes lois ou projets de loi : Macron, NOTRe, Dialogue Social et Loi Santé, mais aussi dans les négociations en cours ou à venir : AGIRC-ARRCO, convention UNEDIC...

Le mardi 26 mai 2015, l'ensemble des agents de la Sécurité Sociale est appelé à la grève et à la mobilisation pour exiger l'augmentation des salaires.

C'est dans ce contexte que les assurés sociaux les plus démunis sont stigmatisés :

- contrôle accru des privés d'emploi en vue de leur radiation,
- de même pour les bénéficiaires de la CMU-C.

Par ailleurs, pour pallier le manque des effectifs nécessaires au traitement rapide et juste des dossiers, le gouvernement prône une logique d'accès aux droits minorée et/ou forfaitaire. C'est le cas aujourd'hui pour les congés maternité et en projet pour la liquidation des pensions de retraite de base.

Les droits sociaux ne seront plus reconnus dans leur intégralité, ce qui va à l'encontre des principes de notre Protection sociale au moment où nous célébrons les 70 ans de notre «Sécu».

Nos solutions à la «crise» sont entre autres :

- le retrait du Pacte de responsabilité,
- un passage aux 32 heures hebdomadaires payées 39 heures,
- une augmentation généralisée des salaires et des pensions,
- pour l'emploi : des embauches pérennes et un remplacement des départs.

Les moyens financiers existent, c'est le Capital qui les détient ! **Le Comité Fédéral National de la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux appelle les syndicats et l'ensemble des salariés à rejoindre l'appel à la grève et à la mobilisation de la Fédération de la Santé et de l'Action sociale, ainsi que celle des Transports le jeudi 25 juin 2015.**

*Vieux-Boucau-les-Bains,  
le jeudi 21 mai 2015*